



## CONFÉRENCE DE BONN SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES: MARDI 4 JUIN 2013

Dans la matinée, l'on a assisté à la séance plénière d'ouverture du Groupe de travail spécial sur la Plateforme de Durban (ADP) et à un atelier organisé dans le cadre du forum sur les mesures de riposte. La deuxième réunion du Forum de Durban sur le renforcement des capacités, le Dialogue du SBSTA sur la recherche et la table ronde de l'ADP sur l'Axe de travail 1: diversité des actions renforcées, ont eu lieu dans l'après-midi. Dans la matinée et l'après-midi, différents groupes de contact et des consultations informelles se sont également tenus dans le cadre du SBSTA.

### ADP

Jayant Moreshver Mauskar (Inde), co-Président de l'ADP, a ouvert la session.

**DÉCLARATIONS LIMINAIRES:** Le G-77/CHINE a souligné la nécessité d'œuvrer pour à l'entrée en vigueur, le plus tôt possible, des amendements de Doha sur la deuxième période d'engagement. L'Australie, au nom du GROUPE DE COORDINATION, a souligné: la nécessité de promouvoir les actions nationales et les co-avantages, et de définir un éventail d'engagements.

La Suisse, au nom du GIE, a mis l'accent sur: la différenciation dynamique entre les partis en fonction de la responsabilité commune mais différenciée et de l'équité ; et sur la nécessité de catalyser les moyens de mise en œuvre et les investissements respectueux du climat. Il a décrit Varsovie comme le moment approprié pour passer à une modalité de travail plus formel.

L'UE a appelé à: des engagements d'atténuation pour tout ce qui pourrait prendre en compte les réalités économiques en évolution et les opportunités de développement ; à des progrès tangibles sur l'ambition pré-2020 et à un projet de texte de négociation avant la CdP 20.

Le Swaziland, au nom du GROUPE AFRICAINE, a plaidé pour: un régime fondé sur des règles multilatérales équitables qui favorisent un accès équitable au développement durable, et pour un cadre de référence de l'équité.

La représentante de Nauru, nom de l'AOSIS, a appelé à des mesures d'atténuation rentables et évolutives, et a souligné la nécessité de surmonter les obstacles à la mise en œuvre. Elle a déclaré que l'accord 2015 devra: renforcer le régime fondé sur des règles et juridiquement contraignant ; et inclure un mécanisme pour les pertes et dommages, et un système de respect des dispositions.

Le Népal, au nom des PMA, a proposé un atelier sur l'adaptation et a souligné la nécessité de clarifier la valeur ajoutée du nouvel accord pour aborder l'adaptation dans les pays en développement.

Le Nicaragua, au nom de l'ALBA, a mis en garde contre le fait d'insister sur les engagements d'atténuation juridiquement contraignants sans moyens de mise en œuvre.

Le Costa Rica, au nom du SICA, a appelé à des résultats concrets sur les niveaux d'ambition concernant l'atténuation, l'adaptation, les moyens de mise en œuvre, la transparence, la MRV des actions et du soutien, et les pertes et dommages. Il a déclaré que la priorité devrait être accordée au financement public.

Le Soudan, au nom des PAYS EN DÉVELOPPEMENT AUX VUES SIMILAIRES, a exprimé sa préoccupation à propos des thèmes qui ne reflètent pas les éléments convenus, notamment: les investissements et l'environnement propice, ce qui détourne l'attention du problème de l'insuffisance du financement et de la technologie fournis ; et les activités sectorielles sélectives, ce qui impose des charges supplémentaires aux pays en développement.

L'Inde, au nom du BASIC, a souligné que le travail entrepris dans le cadre de l'ADP doit être informé par le GIEC, l'Examen 2013-15 et les organes subsidiaires, et a plaidé pour une mise en fonction significative du FVC, du Mécanisme technologique et du Comité pour l'adaptation.



Le Chili, au nom de l'AILAC, a suggéré de combiner une approche ascendante, qui permet à chaque Partie de définir sa propre contribution en fonction des circonstances et des capacités nationales, avec une structure descendante, afin de permettre la comparabilité des efforts.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, au nom de la COALITION POUR LES NATIONS DES FORÊTS TROPICALES, a préconisé une REDD + en tant que clé pour atteindre les objectifs mondiaux de réduction des GES.

L'Arabie saoudite, au nom du GROUPE ARABE, a exprimé son mécontentement par rapport aux discussions sur l'ambition pré-2020 et a appelé à une approche axée sur les résultats.

L'Allemagne a indiqué que lors du récent Dialogue sur le climat à Pétersbourg, les ministres ont examiné la manière d'intégrer divers engagements dans un accord de 2015, sur la base de la responsabilité commune mais différenciée et en tenant compte de la nature dynamique du défi climatique, ainsi que des responsabilités, des capacités et des circonstances nationales.

FRIENDS OF THE EARTH a qualifié l'engagement américain et le système d'examen d'inacceptables et a plaidé pour: une intensification du financement et du transfert de technologies; un accord sur un tarif de rachat global; l'efficacité énergétique; et l'arrêt des subventions pour la production d'énergies polluantes.

WOMEN & GENDER a proposé d'envisager un principe de non-discrimination dans le cadre de la CCNUCC et le maintien hors d'un accord de 2015, des technologies à haut risque, notamment le gaz nucléaire, le gaz de schiste et la géo-ingénierie.

Les YOUNGO ont appelé à l'inclusion de l'équité intergénérationnelle dans le préambule de l'accord de 2015.

**TABLE RONDE DE L'ADP SUR L'AXE DE TRAVAIL 1: DIVERSITÉ DES ACTIONS:** La table ronde a commencé avec la présentation des propositions par les Parties. Le BANGLADESH a expliqué qu'il n'existe aucune marge de manœuvre et qu'un accord doit être: conclu au plus tard en 2015; applicable à toutes les Parties; fondé sur des règles, prévisible, solide, audacieux, claire, applicable et basé sur la science; et prendre en compte les perspectives à long terme, la RCMD et l'équité, et les pertes et dommages.

Suggérant l'examen de la quantifiabilité et de la standardisation de certains types d'engagements, l'AUSTRALIE a parlé de la conception d'un éventail d'engagements qui met l'accent sur les avantages d'une approche hybride permettant aux Parties de prendre à leur compte leurs engagements ascendants déterminés au niveau national, et les règles solides convenues au niveau international. Il a indiqué que cette démarche est dynamique et permet aux Parties de mettre à jour et d'améliorer les calendriers sans autres négociations.

Le BRÉSIL a expliqué que sa proposition faite en 1997 demandait la création d'une matrice qui différencie les responsabilités qui ne sont pas basées sur les émissions actuelles, mais sur les contributions au réchauffement de la planète.

L'ÉQUATEUR a proposé: d'établir un tribunal international de justice climatique; de promouvoir la Déclaration des Nations Unies sur les droits de la nature en tant qu'un instrument pour protéger la Terre et ses écosystèmes; et d'exiger un soutien financier pour permettre la MRV et l'établissement d'un registre y afférant dans l'accord de 2015.

L'UE a souligné la nécessité de conclure un processus à Varsovie et a proposé une approche par étapes pour la formulation des engagements d'atténuation: explorer les options et la clarté ex ante des engagements post-2020; permettre aux Parties de formuler et de présenter leurs engagements; un examen de l'évaluation des engagements proposés s'ils sont suffisants pour mener à la réalisation de l'objectif de 2 ° C; consigner les engagements dans l'accord de 2015. Il a suggéré que les Parties examinent les règles de transparence, un cadre comptable internationalement convenu, un processus d'examen et des indicateurs pour informer les Parties sur l'élaboration des engagements.

Le représentant des ÉMIRATS ARABES UNIS a déclaré qu'aucun indicateur à lui seul ne peut donner un aperçu complet de ce qui constitue un engagement équitable, et a proposé que chaque Partie explique son engagement en utilisant son propre critère. Il a ajouté qu'un nouvel accord doit soutenir les pays qui font face aux impacts du changement climatique et à ceux qui font des efforts pour diversifier leur économie.

Au cours des discussions qui ont suivi, les Parties ont présenté d'autres idées, notamment sur: la nécessité de moyens de mise en œuvre, des échéanciers et des règles comptables communes dans le nouvel accord; les mesures actuellement proposées en termes de renforcement de la confiance et de conciliation du temps limité avec la nécessité d'un examen complet des engagements; et sur l'évolution vers des objectifs de réduction d'émissions à l'échelle de l'économie mondiale.

## SBSTA

**DIALOGUE DU SBSTA SUR LA RECHERCHE: Derniers développements dans le domaine de l'information climatique mondiale:** Jean-Pascal van Ypersele du GIEC, a mis en évidence les améliorations dans le Cinquième rapport d'évaluation (AR5), y compris sur l'intégration de l'adaptation et de l'atténuation, l'approche de la gestion des risques et la gestion des incertitudes.

Sybil Seitzinger, du Programme International Géosphère-Biosphère (PIGB) et Programme mondial de recherche sur le climat (PMRC) a déclaré que des reconstitutions régionales permettent de constater une forte hausse en cours des enregistrements de températures moyennes. Elle a ajouté qu'il est possible de limiter le réchauffement de la planète à 2 ° C, à condition que soit abordée la question des polluants climatiques de courte durée. Elle a parlé d'un nouvel indice inclusif de richesse qui prend en compte une approche de durabilité.

Les délégués ont débattu, entre autres: des effets de la rétroaction du cycle du carbone, des effets non liés à la température, des polluants climatiques de courte durée, du rôle du carbone noir dans l'atténuation et des événements sismiques, tels que les tsunamis.

**Nouvelles découvertes scientifiques:** Dmitry Zamolodchikov de la Fédération de Russie, a fait une présentation sur la gestion des écosystèmes basée sur les cas russes, et a déclaré que le changement induit par l'homme et le climat ont un impact significatif sur les émissions de GES.

Mitsuru Osaki du Japon, a parlé des estimations des émissions de carbone et de leurs flux dans les tourbières tropicales, et a mis en relief les résultats provenant d'un projet relatif à un système de surveillance en temps réel, système de MRV intégré et la cartographie des émissions de dioxyde de carbone en temps réel.

Sybil Seitzinger, du Programme international sur les dimensions humaines des changements de l'environnement mondial (IHDP) et DIVERSITAS, ont mis en exergue de nouveaux domaines d'attention, notamment: les émissions de carbone résultant de l'urbanisation ; le changement climatique plus rapide que la capacité d'adaptation des espèces ; et l'identification de multiples objectifs climatiques mondiaux.

Arturo Sanchez-Azofeifa, de l'Institut interaméricain de recherche sur les changements à l'échelle du globe (IAI) a axé son intervention sur les flux de carbone dans les forêts et les savanes tropicales sèches, soulignant que le changement climatique aura un impact sur environ 60 millions de personnes vivant dans les forêts tropicales sèches et que ces forêts, qui ont été largement négligées, constituent un baromètre du changement climatique.

Au cours des discussions qui ont suivi les participants ont abordé, entre autres: la nécessité d'une vue globale des flux de carbone; la possibilité d'élaborer des méthodologies solides pour REDD + ; et l'intégration des connaissances dans l'élaboration des politiques, et la collaboration.

Andrew Matthews, du Réseau Asie-Pacifique pour la recherche sur le changement mondial (APN), a souligné les activités visant à soutenir l'identification des priorités de la politique et des actions de renforcement des capacités régionales, y compris l'appui à la jeune communauté de recherche de la région.

Sybil Seitzinger, le PIGB, le PMRC et le Système d'analyse, de recherche et de formation pour l'étude du changement global (START), ont parlé des efforts visant à réduire les résultats des modèles climatiques en vue des applications dans la sécurité alimentaire, l'agriculture et le changement climatique, et d'un certain nombre de programmes de renforcement des capacités, y compris une retraite d'écriture pour les jeunes chercheurs africains.

Cynthia Rosenzweig, du Programme de recherche sur la vulnérabilité face au changement climatique, les impacts et l'adaptation (PROVIA), a mis l'accent sur l'identification et la synthèse des priorités de recherche pour soutenir la prise

de décisions politiques. Elle a souligné les plans visant à développer des systèmes de suivi pour identifier les lacunes de la recherche en vue de la préparation du Sixième rapport d'évaluation du GIEC.

### **SBI**

#### **DEUXIÈME SESSION DU FORUM DE DURBAN SUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS:**

Le Forum était co-animé par Helen Plume (Nouvelle Zélande) et Kishan Kumarsingh (Trinité et Tobago). Les participants ont entendu des exposés et discuté du renforcement des capacités pour: l'atténuation, l'adaptation et l'égalité des sexes dans les réponses au changement climatique.

S'agissant du renforcement des capacités d'atténuation, Ben Good, de Global Village Energy Partnership, a attiré l'attention sur Climate Innovation Center Kenya, un incubateur d'entreprises qui vise à aider les petites entreprises dans la recherche des solutions d'atténuation et d'adaptation. Au cours des discussions, les participants ont abordé: les garanties financières ; la sélection des entreprises à inclure dans le système ; les critères d'éligibilité ; et l'ampleur de l'initiative.

Christina Colon, du PNUD, a présenté le Programme de renforcement des capacités à faibles émissions, le renforcement des capacités du secteur public pour l'identification des MAAN et des LEDS et la promotion de leur application par le secteur privé. Au cours des discussions qui ont suivi, les délégués ont parlé de: l'intégration des PEID dans le programme; la chaîne des résultats, l'implication des parties prenantes, et de la suppression des obstacles.

Chizuru Aoki, du FEM, a souligné le renforcement des capacités comme un élément fondamental de l'appui du FEM intégré dans les projets et a cité leur programme-cadre pour la communication nationale à titre d'exemple.

Alexia Kelly, États-Unis, a parlé du Partenariat mondial pour le développement de stratégies à faibles émissions qui soutient l'élaboration de la stratégie et fournit une plate-forme de collaboration entre les bailleurs de fonds et les pays en développement, les ONG et le secteur privé. Au cours des discussions, les participants ont examiné le degré d'intégration du renforcement des capacités dans les projets et la capacité à soutenir les experts.

Pour ce qui est du renforcement des capacités concernant les l'égalité des sexes dans les réponses au changement climatique, Meena Khanal du Népal, a parlé des plans d'action qui intègrent les différences entre les sexes, et a souligné un programme de sensibilisation sur les questions d'égalité entre les sexes dans son pays. Au cours des discussions, les participants ont abordé la mobilité du capital humain, les liens entre le changement climatique et l'adaptation, et le partage rapide de l'information avec les intervenants.



Sur le renforcement des capacités d'adaptation, Darrel Danyluk et David Lapp, de la Fédération mondiale des organisations d'ingénieurs (FMOI), ont souligné la corrélation positive entre l'ingénierie et les diplômés en sciences, et le développement économique et social.

Batu Krishna Upreti et Lava KC du Népal, ont fait une présentation sur les plans d'action nationaux et locaux d'adaptation visant à améliorer la compréhension des impacts du changement climatique et à mettre en œuvre des mesures d'adaptation.

Daouda Ndiaye, du Fonds pour l'adaptation, a présenté un exposé sur l'intégration des éléments de renforcement des capacités dans les projets sur l'adaptation et dans les enseignements tirés.

Au cours des discussions, les participants ont soulevé des questions relatives: au financement de projets ; aux lacunes de la capacité d'adaptation, au suivi et à l'évaluation des projets d'adaptation, notamment en matière de renforcement des capacités.

### SBSTA/SBI

**FORUM DES MESURES DE RIPOSTE SUR LA DIVERSIFICATION ET LA TRANSFORMATION ÉCONOMIQUES:** Cet atelier a été animé par le Président du SBSTA, Richard Muyungi et le Président du SBI, Thomasz Chruszczow. Les participants ont partagé leurs expériences et points de vue sur les possibilités de diversification et de transformation économiques. La discussion a porté sur les recommandations possibles, les questions commerciales et les subventions.

**Présentations:** Le représentant du Secrétariat a souligné les secteurs vulnérables à des ripostes au changement climatique, notamment: les carburants classiques, les biens à forte intensité énergétique et le tourisme. Il a fait remarquer que la politique industrielle consistant en une bonne combinaison de politiques macro-économiques peut remédier aux défaillances du marché et du soutien de la cible.

Le G-77/CHINE a souligné la nécessité de tenir compte des coûts d'ajustement élevés auxquels sont confrontés les pays en développement et des obstacles présentés par les politiques mises en œuvre par les pays développés et qui affectent la diversification économique.

La représentante de l'ARABIE SAOUDITE a souligné que les mesures d'atténuation ne devraient pas entraver la diversification économique des pays en développement. La diversité économique constitue, a-t-elle déclaré, un outil utile, mais pas insuffisant tout seul.

S'appuyant sur leur expérience, le représentant de l'UE a observé que les politiques de diversification économique pourraient offrir des co-bénéfices pour lutter contre le changement climatique. Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD) a mis en évidence les possibilités de développer les énergies renouvelables, d'accroître l'efficacité et de soutenir les efforts pour l'adaptation.

L'OPEP a déclaré que les besoins de la diversification économique doivent être soutenus avec le transfert de technologies et le renforcement des capacités. Soulignant que les membres de l'OPEP seraient les plus touchés, il a parlé de la nécessité de concevoir un mécanisme de soutien.

À propos du rapport sur les mesures de riposte et d'éventuelles recommandations à la CdP 19, le G-77/CHINE a identifié l'examen des circonstances nationales et le traitement de la question des coûts d'ajustement élevés. Les ÉTATS-UNIS et l'UE ont souligné de nombreuses raisons de diversification non liées au changement climatique. L'ARGENTINE, appuyée par la CHINE, et contrée par l'UE et les États-Unis, a suggéré que des mesures unilatérales pourraient constituer une question transversale dans les mesures de riposte.

Sur les questions commerciales, une Partie a observé que lorsque l'ensemble du cycle de vie est pris en compte, le transport peut ne pas impliquer nécessairement des émissions plus élevées. Des vues divergentes ont été exprimées sur le point de savoir si la CCNUCC ou l'OMC constitue le forum approprié pour discuter de questions commerciales liées au changement climatique.

S'agissant des subventions, plusieurs pays en développement ont souligné les effets négatifs des subventions agricoles et la nécessité de subventions ciblées pour accéder à des services énergétiques modernes. De nombreux délégués ont souligné le défi d'assurer l'accès à l'énergie, en augmentant la proportion des énergies renouvelables et en diminuant les impacts négatifs de la transition, tout en tenant compte de la demande énergétique croissante.

### DANS LES CORRIDORS

Tout semblait assez calme le deuxième jour à l'hôtel Maritim, par rapport au premier jour qui avait été plus difficile. Dans l'ADP, comme l'a commenté un participant, les « propositions de certains pays sont constructives et nous pouvons percevoir des efforts pour trouver un terrain d'entente entre les approches descendantes et ascendantes ». Cependant, un autre délégué était moins convaincu que des progrès étaient en train d'être accomplis, et a estimé que les discussions renforçaient quel que peu les positions du mois dernier.

Les travaux se sont également poursuivis dans le cadre du SBSTA. Plusieurs groupes ont commencé à se réunir, et les délégués « ont retroussé leurs manches et se sont mis au travail », a déclaré un négociateur de REDD +, alors qu'il quittait la salle du groupe de rédaction tard dans la nuit.

Pendant ce temps, l'impasse qui prévaut au sein du SBI s'est maintenue. Dans la perspective de la journée de mercredi, un participant a fait remarquer que la tenue de l'atelier sur la révision 2013-2015 vient à point nommé, compte tenu de la concentration atmosphérique de 400 ppm de dioxyde de carbone enregistrée, qui confère désormais à l'Examen une « gravité supplémentaire ».